

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/AG/W/4

20 avril 1995

(95-0964)

Comité de l'agriculture

Original: anglais

PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE NOTIFICATION ET MODES DE PRESENTATION DES NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE

Note du Secrétariat

1. Ainsi qu'il a été convenu à la réunion du Comité de l'agriculture des 27 et 28 mars 1995, les prescriptions en matière de notification et les modes de présentation des notifications figurant dans le document PC/IPL/12 ont été révisés afin de tenir compte des délais sur lesquels un accord est intervenu à cette réunion (tableaux MA:1 à 5, DS:2, ER:1 et NF:1) et sont reproduits dans l'annexe ci-jointe.
2. Les propositions examinées lors de la réunion en ce qui concerne les délais pour la présentation des notifications à adresser sous la forme des tableaux DS:1 et ES:1 figurent entre crochets dans les sections correspondantes de l'annexe. Les autres points appelant un plus ample examen sont notamment les suivants:
 - les prescriptions en matière de notification en ce qui concerne les mesures relevant de la clause de sauvegarde spéciale qui sont prises au titre de l'article 5:7 de l'Accord et la nature des renseignements à communiquer chaque année sous la forme du tableau MA:5;
 - les prescriptions en matière de notification en ce qui concerne les exportations totales aux termes du paragraphe 1 c) du document PC/IPL/12 (tableau ES:2 additionnel) ainsi que l'aide alimentaire (note de bas de page se rapportant au tableau ES:1).
3. Ainsi qu'il a été noté lors de l'examen de cette question par le Comité, les prescriptions en matière de notification et les modes de présentation des notifications, sur lesquels on est arrivé à un large degré d'accord mais pas encore à un accord complet, font partie d'une solution globale (paragraphe 1 du document PC/IPL/12).

COMITE DE L'AGRICULTURE DE L'OMC

PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE NOTIFICATION ET
MODES DE PRESENTATION DES NOTIFICATIONS

Les tableaux ci-après indiquent les prescriptions en matière de notification et les modes de présentation des notifications au titre de l' Accord sur l' agriculture. Chaque tableau ou série de tableaux est précédé de notes indiquant les Membres qui sont tenus de présenter des notifications, avec quelle fréquence et de quelle manière.

Les notifications présentées au Comité devraient être accompagnées d'une disquette contenant les mêmes renseignements présentés en format Lotus (tableaux) ou en format WordPerfect (texte).

Les éléments des notifications présentés sous forme de texte (par exemple, description des politiques) seront traduits dans les langues officielles.

	<u>Page</u>
Accès aux marchés	
Contingents tarifaires et autres	3
Clause de sauvegarde spéciale	6
Soutien interne	
MGS totale courante	12
Mesures nouvelles ou modifiées exemptées	23
Subventions à l'exportation	25
Restrictions à l'exportation	30
Suite donnée à la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires	32

Les renseignements communiqués selon ces modes de présentation sont sans préjudice de la compatibilité des arrangements notifiés avec les dispositions pertinentes de l' Accord sur l' OMC.

CONTINGENTS TARIFAIRES ET AUTRES

(Tableaux MA:1 et MA:2)

Membres devant présenter des notifications: tous les Membres dont les engagements en matière de contingents tarifaires et autres sont énoncés à la Section I-B (ou à la Section I-A) de leurs Listes pour les produits concernés.

Fréquence et mode de présentation des notifications:

- i) une notification initiale complète en 1995 concernant l'administration des contingents (tableau MA:1), suivie par la notification ponctuelle de tous changements dans leur administration. Cette notification initiale devrait normalement être présentée avant la date d'ouverture du contingent, mais, en tout état de cause, 30 jours au plus tard après cette date. Les notifications de changements devraient être faites, dans les cas où cela est possible, avant que le changement ne soit mis en oeuvre, mais, en tout état de cause, 30 jours au plus tard après le changement;
- ii) une notification annuelle après la fin de l'année civile (ou de l'exercice financier, de la campagne de commercialisation, etc.) en question indiquant les importations qui font l'objet de contingents tarifaires et autres (tableau MA:2). Cette notification devrait normalement être présentée dans les 30 jours qui suivent la fin de l'année, mais, en tout état de cause, 60 jours au plus tard après la fin de l'année en question.

Tableau MA:1

ACCES AUX MARCHES: nom du Membre

PERIODE CONSIDEREE: année civile, campagne de commercialisation, etc.

Mise en oeuvre des possibilités d'accès au marché: engagements en matière de contingents tarifaires et autres

Désignation des produits	Numéro(s) du tarif compris dans la désignation des produits	Description de l'arrangement à l'importation applicable
(d'après la Section I.B (ou I-A) de la Partie I de la Liste)	(d'après la Section I-B (ou I-A) de la Partie I de la Liste)	
1	2	3
Description des arrangements devant être appliqués pour assurer les possibilités d'accès au marché spécifiées dans la Liste du Membre, notamment, selon qu'il sera approprié:		
	a)	attribution de contingents aux pays fournisseurs, y compris: i) détails concernant la base servant à la détermination de l'attribution (par exemple, période représentative ou "autres modalités et conditions" telles que spécifiées à la Section I de la Partie I des Listes); ii) toute limitation concernant la période d'accès;
	b)	attribution de licences aux importateurs ou répartition de l'accès aux contingents entre les importateurs, y compris détails concernant: i) l'organisme public, l'organisme commercial ou l'organe administratif ayant compétence pour accorder des licences ou répartir l'accès aux contingents, notamment celui ou ceux qui ont, en droit ou en fait, des privilèges exclusifs ou spéciaux; ii) toutes limitations concernant l'admissibilité des demandeurs; iii) la manière dont les licences doivent être attribuées ou l'accès réparti par l'organisme compétent (par exemple, dans l'ordre de présentation des demandes, au prorata); iv) toutes limitations concernant la période de validité ou l'utilisation des licences accordées;
	c)	détails concernant d'autres arrangements (ne prévoyant pas de licences d'importation) en vertu desquels l'accès aux contingents doit être administré;
	d)	tous autres renseignements en rapport avec la mise en oeuvre des possibilités d'accès au marché prévues par ces arrangements.

Désignation des produits	Numéro(s) du tarif compris dans la désignation des produits	Montant du contingent tarifaire pour la période en question	Importations dans les limites du contingent au cours de la période
(d'après la Section I-B (ou I-A) de la Partie I de la Liste)	(d'après la Section I-B (ou I-A) de la Partie I de la Liste)	(d'après la Section I-B (ou I-A) de la Partie I de la Liste)	
1	2	3	4

SAUVEGARDE SPECIALE

(Tableaux MA:3 à MA:5)

Membres devant présenter des notifications: tous les Membres s'étant réservé dans leurs Listes le droit de recourir à la clause de sauvegarde spéciale (article 5 de l'Accord sur l'agriculture)

Fréquence et mode de présentation des notifications¹:

- i) dans le cas de la sauvegarde spéciale "fondée sur le volume", une notification sous la forme du tableau MA:3 devrait être présentée, dans la mesure où cela est réalisable, avant que de telles mesures ne soient prises pour la première fois au cours d'une année pour ce qui est de chaque produit, et, en tout état de cause, dans les dix jours qui suivent la mise en oeuvre de ces mesures;
- ii) dans le cas de la clause spéciale "fondée sur les prix", une notification devrait être présentée sous la forme du tableau MA:4. Le tableau MA:4 peut être utilisé soit pour présenter une notification "préalable" des prix de déclenchement (à notifier dans les 30 jours qui suivent la mise en oeuvre des engagements du Membre concerné) ou pour indiquer au cas par cas la première fois qu'il a été recouru à la sauvegarde spéciale fondée sur les prix pour un produit particulier (à notifier dans la mesure du possible à l'avance, mais, en tout état de cause, dans les dix jours qui suivent l'adoption de telles mesures, sauf si une notification préalable du prix de déclenchement correspondant a été faite);
- iii) une notification annuelle devrait être présentée sous la forme du tableau MA:5 pour indiquer qu'il a été recouru à la clause de sauvegarde spéciale au cours d'une année. Cette notification devrait être faite 30 jours au plus tard après la fin de l'année en question. Dans les cas où la clause spéciale de sauvegarde n'a pas été invoquée au cours d'une année, mention devrait en être faite.

¹Le Comité devra peut-être étudier de manière plus approfondie, au moment approprié, la nature des renseignements à présenter conformément à ces prescriptions en matière de notification.

Tableau MA:3

ACCES AUX MARCHES: nom du Membre

Notification au titre de l'article 5 de l'Accord: sauvegarde spéciale: fondée sur le volume

- 1) **Désignation complète du produit:**
- 2) **Ligne tarifaire:**
- 3) **Niveau de déclenchement:** tonnes
(tel que calculé à l'annexe 1)
- 4) **Volume des importations entrant sur le territoire pendant la période considérée:** tonnes
- 5) **Période d'application:**
(année civile/campagne de commercialisation
ou période plus courte pour les produits
périssables ou saisonniers (préciser))

SAUVEGARDE SPECIALE: FONDEE SUR LE VOLUME: annexe 1 du tableau MA:3

Renseignements requis pour le calcul du niveau de déclenchement

Importations au cours des trois années précédentes:	1ère année:	tonnes
	2ème année:	tonnes
	3ème année:	tonnes
	Moyenne:	tonnes

Et si la pénétration des importations est prise en compte:

Consommation au cours des trois années précédentes:	1ère année:	tonnes
	2ème année:	tonnes
	3ème année:	tonnes
	Moyenne:	tonnes

Méthode utilisée pour ventiler les variations de la consommation entre les lignes tarifaires concernées:

Tableau MA:4

ACCES AUX MARCHES: nom du Membre

Notification au titre de l'article 5 de l'Accord: sauvegarde spéciale: fondée sur les prix

A: NOTIFICATION "PREALABLE" DES PRIX DE DECLenchement

Dans les cas où un Membre décide de notifier des prix de déclenchement au début de la période de mise en oeuvre, le mode de présentation ci-après devrait être utilisé:

Numéro du tarif	Désignation du produit	Prix de déclenchement ou de référence pour la période 1986-1988	Base de détermination du prix
		Préciser la monnaie	Par exemple, "valeur unitaire c.a.f. moyenne" ou autre "prix approprié"

B: NOTIFICATION PONCTUELLE

Dans les cas où aucune notification préalable des prix de déclenchement n'est faite, le mode de présentation ci-après devrait être utilisé la première fois qu'il a été recouru à la sauvegarde spéciale fondée sur les prix pour un produit:

- 1) **Désignation complète du produit:**
- 2) **Ligne tarifaire:**
- 3) **Prix de déclenchement:**
(tel que calculé à l'annexe 1)
- 4) **Date d'application:**

SAUVEGARDE SPECIALE: FONDEE SUR LES PRIX: annexe 1 de la Section B du tableau MA:4

Renseignements requis pour le calcul du prix de déclenchement

Prix pendant la période de référence:	1986:	/tonne
	1987:	/tonne
	1988:	/tonne
	Moyenne:	/tonne

Source des renseignements sur les prix:

Tableau MA:5

ACCES AUX MARCHES: nom du Membre

PERIODE CONSIDEREE: année civile, campagne de commercialisation, etc.

Résumé annuel des mesures de sauvegarde spéciales prises

Numéro du tarif	Désignation des produits	Mesures fondées sur le volume prises au cours de la période	Mesures fondées sur les prix prises au cours de la période
1	2	3	4

MESURE GLOBALE DU SOUTIEN TOTALE COURANTE

(Tableau DS:1 et tableaux explicatifs DS:1 à DS:9)

Membres devant présenter des notifications: tous les Membres.

Fréquence et mode de présentation des notifications:

- i) en ce qui concerne tous les Membres dont les niveaux d'engagement de base et annuels sont indiqués à la Section I de la Partie IV de leur Liste, une notification préliminaire devrait être présentée au plus tard [90 jours après la fin de l'année civile (ou de la campagne de commercialisation, de l'exercice financier, etc.) en question et une notification finale devrait être présentée au plus tard 120 jours après la fin de l'année en question²]. Un tableau récapitulatif (tableau DS:1) et des tableaux explicatifs (tableaux explicatifs DS:1 à DS:9) tels que reproduits ci-joints devraient être fournis;
- ii) en ce qui concerne les Membres dont les niveaux d'engagement de base ou annuels ne sont pas indiqués à la Section I de la Partie IV de leur Liste:

tous les Membres, à l'exception des pays les moins avancés Membres, devraient présenter une notification annuelle, étant entendu que le Comité pourra, à la demande d'un pays en développement Membre, dispenser celui-ci de respecter cette prescription sauf pour ce qui est des tableaux explicatifs DS:1 à DS:3;

les pays les moins avancés Membres devraient communiquer tous les deux ans les tableaux explicatifs DS:1 à DS:3.

Dans les cas où il n'existe pas de soutien, mention devrait être en être faite.

²Le délai de présentation de ces renseignements serait réexaminé par le Comité de l'agriculture au cours de la première année de la période de mise en oeuvre.

Tableau DS:1

SOUTIEN INTERNE: nom du Membre

PERIODE CONSIDEREE: année civile, campagne de commercialisation, etc.

Mesure globale du soutien totale courante

Niveau d'engagement concernant la MGS totale pour la période en question	Monnaie	MGS totale courante
(d'après la Section I de la Partie IV de la Liste)	(d'après la Section I de la Partie IV de la Liste)	(d'après les tableaux explicatifs ci-joints)
1	2	3

Tableau explicatif DS:1

SOUTIEN INTERNE: nom du Membre

PERIODE CONSIDEREE: année civile, campagne de commercialisation, etc.

Mesures exemplées de l'engagement de réduction - "Catégorie verte"

Type de mesure	Désignation et description de la mesure eu égard aux critères énoncés à l'article 6:2	Valeur monétaire de la mesure pendant l'année en question	Sources des données
1	2	3	4
a)	"services de caractère général"		
b)	"détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire"		
c)	"aide alimentaire intérieure"		
d)	"soutien du revenu découplé"		
e)	"programmes de garantie des revenus et programmes établissant un dispositif de sécurité pour les revenus"		
f)	"versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles"		
g)	"aide à l'ajustement des structures fournie au moyen de programmes incitant les producteurs à cesser leurs activités"		
h)	"aide à l'ajustement des structures fournie au moyen de programmes de retrait de ressources de la production"		
i)	"aide à l'ajustement des structures fournie au moyen d'aides à l'investissement"		
j)	"programmes de protection de l'environnement"		
k)	"programmes d'aide régionale"		
l)	"autres"		

Tableau explicatif DS:2

SOUTIEN INTERNE: nom du Membre

PERIODE CONSIDEREE: année civile, campagne de commercialisation, etc.

Mesures exemptées de l'engagement de réduction - Traitement spécial et différencié - "Programmes de développement"

Type de mesure	Désignation et description de la mesure eu égard aux critères énoncés à l'article 6:2	Valeur monétaire de la mesure pendant l'année en question	Sources des données
1	2	3	4

- a) "subventions à l'investissement généralement disponibles pour l'agriculture"
- b) "subventions aux intrants généralement disponibles pour les producteurs qui ont de faibles revenus ou sont dotés de ressources limitées"
- c) "soutien destiné à encourager le remplacement des cultures de plantes narcotiques illicites"

Tableau explicatif DS:3

SOUTIEN INTERNE: nom du Membre

PERIODE CONSIDEREE: année civile, campagne de commercialisation, etc.

Mesures exemptées de l'engagement de réduction - Versements directs au titre de programmes de limitation de la production - "Versements directs exemptés"

Type de mesure	Désignation et description de la mesure eu égard aux critères énoncés à l'article 6:5	Valeur monétaire de la mesure pendant l'année en question	Sources des données
1	2	3	4
a)	"versements fondés sur une superficie et des rendements fixes"		
b)	"versements fondés sur 85 pour cent ou moins du niveau de base de la production"		
c)	"versements pour le bétail effectués pour un nombre de têtes fixe"		

Désignation des produits initiaux (y compris MGS autre que par produit)	MGS par produit (d'après les tableaux explicatifs DS:5 à DS:7 ci-après)	Mesures du soutien par produit (d'après le tableau explicatif DS:8 ci-après)	MGS totale courante (globale)
1	2	3	4
Produit A			Total produit A
Produit B			Total produit B
Produit C			Total produit C
...			...
MGS autre que par produit			Total MGS autre que par produit (d'après le tableau explicatif DS:9 ci-après)
TOTAL: MGS totale courante			

Tableau explicatif DS:5

SOUTIEN INTERNE: nom du Membre
PERIODE CONSIDEREE: année civile, campagne de commercialisation, etc.
Mesures globales du soutien par produit: Soutien des prix du marché

Désignation des produits initiaux	Année civile/ campagne de commercialisation commençant ...	Type(s) de mesure(s)	Prix administré appliqué	Prix de référence extérieur (en général d'après les documents de la série AGST/...)	Production visée	Redevances/ prélèvements connexes	Soutien total des prix du marché	Sources des données
1	2	3	4	5	6	7	8 ((4-5*6)-7)	9

PERIODE CONSIDEREE: année civile, campagne de commercialisation, etc.

Mesures globales du soutien par produit: Versements directs non exemptés

Désignation des produits initiaux	Année civile/ campagne de commercialisation commençant ...	Type(s) de mesure(s)	Prix administré appliqué	Prix de référence extérieur (en général d'après les documents de la série AGST/ ...)	Production visée	Versements directs totaux liés aux prix	Autres versements directs non exemptés	Redevances/ prélèvements connexes	Versements directs totaux	Sources des données
1	2	3	4	5	6	7 ((4-5)*6)	8	9	10 (7+ 8-9)	11

Tableau explicatif DS:7

SOUTIEN INTERNE: nom du Membre
PERIODE CONSIDEREE: année civile, campagne de commercialisation, etc.
Mesures globales du soutien par produit: Autre soutien par produit et MGS totale par produit

Désignation des produits initiaux	Année civile/ campagne de commercialisation commençant ...	Type(s) de mesure(s)	Autres dépenses budgétaires par produit	Autre soutien par produit (avec détail des calculs)	Redevances/ prélèvements connexes	Total autre soutien par produit	Soutien des prix du marché (tableau explicatif DS:5)	Versements directs non exemptés (tableau explicatif DS:6)	MGS totale	Sources des données
1	2	3	4	5	6	7 (4+ 5-6)	8	9	10 (7+ 8+ 9)	11

PERIODE CONSIDEREE: année civile, campagne de commercialisation, etc.

Mesures équivalentes du soutien par produit

Désignation des produits initiaux	Année civile/ campagne de commercialisation commençant ...	Type(s) de mesure(s)	Prix administré appliqué	Production pouvant bénéficier du prix administré appliqué	Dépenses budgétaires pour le soutien des prix du marché	Mesure équivalente du soutien (avec détail des calculs)	Versements directs non exemptés	Autre soutien par produit	Redevances/ prélèvements connexes	Valeur monétaire totale de la mesure équivalente du soutien	Sources des données
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11 (7+ 8+ 9-10)	12

Tableau explicatif DS:9

SOUTIEN INTERNE: nom du Membre
PERIODE CONSIDEREE: année civile, campagne de commercialisation, etc.
MGS autre que par produit

Type(s) de mesure(s)	Année civile/campagne de commercialisation commençant ...	Dépenses budgétaires ne portant pas sur des produits déterminés	Autre soutien ne visant pas des produits déterminés (avec détail des calculs)	Redevances/prélèvements connexes	Soutien total ne visant pas des produits déterminés	Sources des données
1	2	3	4	5	6 (3+ 4-5)	7

**MESURES DE SOUTIEN INTERNE NOUVELLES OU MODIFIEES
EXEMPTÉES DE LA RÉDUCTION**

(Tableau DS:2)

Membres devant présenter des notifications: tous les Membres qui introduisent une nouvelle mesure de soutien, ou qui apportent des modifications à une mesure existante, et dont ils demandent qu'elle soit exemptée de la réduction. Les exemptions des engagements de réduction du soutien interne peuvent relever de l'une ou de plusieurs des trois catégories ci-après:

- i) mesures dont les effets de distorsion sur les échanges ou les effets sur la production sont nuls ou, au plus, minimes. Les critères relatifs à ces mesures de la "catégorie verte" sont énoncés à l'annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture;
- ii) subventions à l'investissement qui sont généralement disponibles pour l'agriculture dans les pays en développement Membres, subventions aux intrants agricoles qui sont généralement disponibles pour les producteurs qui, dans les pays en développement Membres, ont de faibles revenus ou sont dotés de ressources limitées, et soutien interne aux producteurs des pays en développement Membres destiné à encourager le remplacement des cultures de plantes narcotiques illicites. Les critères relatifs à ces "programmes de développement" des pays en développement Membres sont énoncés à l'article 6:2 de l'Accord sur l'agriculture; et
- iii) versements directs au titre de programmes de limitation de la production. Les critères relatifs à ces "versements directs exemptés" (ou mesures de la "catégorie bleue") sont énoncés à l'article 6:5 de l'Accord sur l'agriculture.

Fréquence et mode de présentation des notifications: une notification telle que reproduite ci-joint devrait être présentée pour chaque mesure nouvelle ou modifiée, dans la mesure où cela est réalisable, avant que ces mesures ne soient adoptées et, en tout état de cause, dans les 30 jours qui suivent leur adoption.

Tableau DS:2

SOUTIEN INTERNE: nom du Membre

*Notification au titre de l'article 18:3 de l'Accord: mesures de soutien interne
nouvelles ou modifiées exemptées de la réduction*

1) Désignation complète de la mesure:

2) Législation nationale de référence:

3) Description détaillée de la mesure *eu égard aux critères, c'est-à-dire ceux énoncés:*

à l'annexe 2: Catégorie verte: a) "services de caractère général"; b) "détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire"; c) "aide alimentaire intérieure"; d) "soutien du revenu découplé"; e) "programmes de garantie des revenus et programmes établissant un dispositif de sécurité pour les revenus"; f) "versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles"; g) "aide à l'ajustement des structures fournie au moyen de programmes incitant les producteurs à cesser leurs activités"; h) "aide à l'ajustement des structures fournie au moyen de programmes de retrait de ressources de la production"; i) "aide à l'ajustement des structures fournie au moyen d'aides à l'investissement; j) "programmes de protection de l'environnement"; k) "programmes d'aide régionale"; l) "autres"; **et/ou**

à l'article 6:2: Programmes de développement: a) "subventions à l'investissement généralement disponibles pour l'agriculture"; b) "subventions aux intrants généralement disponibles pour les producteurs qui ont de faibles revenus ou sont dotés de ressources limitées"; c) "soutien destiné à encourager le remplacement des cultures de plantes narcotiques illicites"; **et/ou**

à l'article 6:5: Versements directs exemptés: a) "versements fondés sur une superficie et des rendements fixes"; b) "versements fondés sur 85 pour cent ou moins du niveau de base de la production; c) "versements pour le bétail effectués pour un nombre de têtes fixe".

4) Coût de la mesure:

5) Date d'entrée en vigueur:

6) Période d'application:

7) Principaux produits bénéficiaires (le cas échéant, produit(s) particulier(s)):

ENGAGEMENTS EN MATIERE DE SUBVENTIONS A L'EXPORTATION

(Tableau ES:1 et tableaux explicatifs ES:1 et ES:2)

Membres devant présenter des notifications: tous les Membres

Fréquence et mode de présentation des notifications:

- i) pour tous les Membres dont les niveaux d'engagement de base et annuels sont indiqués à la Section II de la Partie IV de leur Liste, une notification annuelle après la fin de l'année civile (ou de la campagne de commercialisation, de l'exercice financier, etc.) en question devrait être adressée. Dans le cas des engagements en matière de dépenses budgétaires, la notification devrait être présentée [60] jours au plus tard après la fin de cette période. Dans le cas des engagements en matière de quantités, la notification devrait normalement être présentée [dans les 30 jours qui suivent la fin de l'année, mais, en tout état de cause, 60 jours au plus tard après la fin de l'année en question]. Cette notification devrait être faite sous la forme du tableau ES:1 accompagné du tableau explicatif ES:1. Dans les cas où cela est nécessaire, des détails concernant l'utilisation de la flexibilité en aval devraient être donnés dans la notification;
- ii) pour les Membres dont les niveaux d'engagement de base ou annuels ne sont pas indiqués à la Section II de la Partie IV de leur Liste, une notification annuelle après la fin de l'année en question devrait être présentée 30 jours au plus tard après la fin de cette période sous la forme d'une mention confirmant qu'il n'existe pas de subventions à l'exportation ou, dans le cas de pays en développement Membres qui ont recours à des subventions à l'exportation exemptées (article 9:1 d) et e)), sous la forme du tableau explicatif ES:2;
- iii) [une notification des exportations totales par les Membres dont les niveaux d'engagement annuels sont indiqués à la Section II de la Partie IV de leur Liste et par les autres Membres pour les produits qu'ils exportent en quantités importantes - tableau ES:2].

Tableau ES:1

SUBVENTIONS A L'EXPORTATION: nom du Membre

PERIODE CONSIDEREE: année civile, campagne de commercialisation, etc.

Subventions à l'exportation: Engagements de réduction des dépenses budgétaires et des quantités

Désignation des produits	Année civile/campagne de commercialisation commençant ...	Exportations subventionnées		Aide alimentaire ³		Niveaux d'engagement annuels	
		Dépenses	Quantité	Dépenses	Quantité	Dépenses	Quantité
(d'après la Section II de la Partie IV) (d'après la Section II de la Partie IV)							
1	2	3	4	5	6	7	

³Des travaux techniques complémentaires seront nécessaires pour déterminer la forme sous laquelle les données relatives à l'aide alimentaire doivent être communiquées, compte tenu, notamment, du fait que tous les donateurs Membres doivent fournir des données relatives à l'aide alimentaire à destination de tous les pays bénéficiaires.

SUBVENTIONS A L'EXPORTATION: nom du Membre

PERIODE CONSIDEREE: année civile, campagne de commercialisation, etc.

Subventions à l'exportation: Notification des exportations totales

Tableau explicatif ES:1

SUBVENTIONS A L'EXPORTATION: nom du Membre
PERIODE CONSIDEREE: année civile, campagne de commercialisation, etc.
Subventions à l'exportation: Engagements de réduction des dépenses et des quantités

Désignation des produits	Subventions directes à l'exportation	Ventes de stocks	Subventions financées par les producteurs	Mesures de réduction des coûts	Subventions aux transports intérieurs	Subventions à l'exportation totales par produit	Quantité d'exportations subventionnées	Source des données
1	2	3	4	5	6	7	8	9

SUBVENTIONS A L'EXPORTATION: nom du Membre

PERIODE CONSIDEREE: année civile, campagne de commercialisation, etc.

Subventions à l'exportation: Engagements de réduction des dépenses et des quantités: Pays en développement Membres ayant recours à des subventions à l'exportation visées à l'article 9:1 d) et/ou e)

Désignation des produits	Mesures de réduction des coûts	Subventions aux transports intérieurs	Subventions à l'exportation totales par produit	Quantité d'exportations subventionnées	Source des données
1	2	3	4	5	6

PROHIBITIONS ET RESTRICTIONS A L'EXPORTATION

(Tableau ER:1)

Membres devant présenter des notifications: tout Membre qui institue une prohibition ou restriction à l'exportation visée à l'article 12 de l' Accord sur l' agriculture (à l' exception des pays en développement Membres qui ne sont pas exportateurs nets du produit concerné).

Fréquence et mode de présentation des notifications: une notification telle que reproduite ci-joint devrait être présentée, dans la mesure où cela est réalisable, avant que la mesure ne soit prise.

Tableau ER:1

RESTRICTIONS A L'EXPORTATION: nom du Membre

Notification au titre de l'article 12 de l'Accord: Prohibitions et restrictions à l'exportation

- 1) **Désignation complète du produit:**
- 2) **Ligne(s) tarifaire(s):**
- 3) **Nature et justification de la mesure devant être introduite:**
- 4) **Durée d'application de la mesure:**

**SURVEILLANCE DE LA SUITE DONNEE A LA DECISION SUR LES MESURES
CONCERNANT LES EFFETS NEGATIFS POSSIBLES DU PROGRAMME
DE REFORME SUR LES PAYS LES MOINS AVANCES ET LES PAYS
EN DEVELOPPEMENT IMPORTATEURS NETS DE
PRODUITS ALIMENTAIRES**

(Tableau NF:1)

Membres devant présenter des notifications: les Membres ayant pris des mesures dans le cadre de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

Fréquence et mode de présentation des notifications: une notification devrait être présentée par tous les donateurs Membres au moins une fois par an en ce qui concerne les points 1), 2) et 3) du tableau NF:1. Cette notification devrait être faite 60 jours au plus tard après la fin de la période considérée.

Tableau NF:1 **NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 16:2 DE L'ACCORD:
SURVEILLANCE DE LA SUITE DONNEE A LA DECISION
SUR LES MESURES CONCERNANT LES EFFETS NEGATIFS POSSIBLES
DU PROGRAMME DE REFORME SUR LES PAYS LES MOINS AVANCES
ET LES PAYS EN DEVELOPPEMENT IMPORTATEURS NETS
DE PRODUITS ALIMENTAIRES: nom du Membre**

PERIODE CONSIDEREE: année civile, campagne de commercialisation, etc.

- 1) **Quantité d'aide alimentaire fournie:**
- 2) **Indication de la part fournie intégralement à titre de don ou à des conditions favorables appropriées:**
- 3) **Assistance technique et financière prévue au paragraphe 3 iii) de la Décision:**
- 4) **Autres renseignements pertinents concernant les mesures prises dans le cadre de la Décision:**